

# TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Présentation de l'ouvrage</b> .....	7
Julien PIERET	
<b>Partie 1. – Penser le casier judiciaire dans une société de l'information</b> .....	19
<b>Surveiller et punir... les personnes condamnées par le casier judiciaire</b>	
Vanessa DE GREEF .....	21
INTRODUCTION .....	23
I. LORSQUE LE CASIER JUDICIAIRE ILLUSTRE LE PANOPTICON .....	24
A. <i>Comprendre le casier judiciaire à l'aide du Panopticon – Point de vue théorique</i> .....	24
B. <i>Comprendre le casier judiciaire à l'aide du Panopticon – Illustrations</i> ..	26
II. LORSQUE LE CASIER JUDICIAIRE DÉPASSE LE PANOPTICON .....	29
A. <i>Informatisation du casier judiciaire : vers une démocratisation du regard?</i> .....	30
B. <i>Le Panopticon face à l'émergence d'un être inutile</i> .....	33
1. Le Panopticon confronté à la construction de l'être inutile .....	33
2. L'être inutile et à risque : une notion construite .....	36
CONCLUSION : AGIR FACE AU CASIER JUDICIAIRE EN TANT QU'ILLUSTRATION DU (POST-)PANOPTICON .....	38
<b>La dissolution du casier judiciaire dans les banques d'information – La nécessité de repenser la notion de casier judiciaire</b>	
Dominique ROBERT et Martin DUFRESNE .....	41
INTRODUCTION .....	43
I. LE POINT DE VUE PÉNOLOGIQUE. LA CONCEPTION LIBÉRALE JURIDIQUE DU CASIER JUDICIAIRE .....	44
A. <i>Les études pénologiques concernant les effets du casier judiciaire à l'intérieur et à l'extérieur du système pénal</i> .....	46
B. <i>La constitution d'une classe criminelle</i> .....	49

	PAGES
C. <i>Les approches pour minimiser ou uniformiser les effets d'un casier judiciaire</i> .....	51
II. LE POINT DE VUE DES ÉTUDES SUR LA SURVEILLANCE. LE CASIER JUDICIAIRE COMME INFORMATION .....	54
A. <i>Le « casier » synoptique</i> .....	56
B. <i>Le panoptique hors les murs</i> .....	56
C. <i>Banoptique. L'accélération informationnelle</i> .....	58
III. LE « CASIER JUDICIAIRE » COMME ARTICULATION .....	64
CONCLUSION .....	68
 <b>Quand le casier séquestre nos libertés</b>	
Véronique VAN DER PLANCKE et Antoinette ROUVROY, avec la collaboration de Valérie VERBRUGGEN .....	71
INTRODUCTION .....	73
I. LE « DROIT À L'OUBLI » : DE L'ASPIRATION LÉGITIME À UN DROIT FON- DAMENTAL CONSACRÉ ? .....	76
II. DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DES DONNÉES JUDICIAIRES .....	81
III. LE DROIT À LA NON-DISCRIMINATION SUR LA BASE DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES .....	87
CONCLUSION .....	98
 <b>Partie 2. – Réguler le casier judiciaire en Belgique</b> .....	 101
 <b>Le casier judiciaire belge : source d'informations des autorités publiques et instrument de contrôle social?</b>	
Geert LELOUP et Karel VELLE .....	103
INTRODUCTION .....	105
I. LE CASIER JUDICIAIRE COMME SOURCE D'INFORMATIONS .....	109
II. LE CASIER JUDICIAIRE COMME INSTRUMENT DE CONTRÔLE SOCIAL ? .....	112
CONCLUSION .....	114
 <b>La loi relative au casier judiciaire central. Analyse rétrospective d'une consécration légale inachevée</b>	
Vincent SERON .....	117
INTRODUCTION .....	119
I. À PROPOS DE QUELQUES DONNÉES FIGURANT AU CASIER JUDICIAIRE .....	120
A. <i>De certaines mentions relatives aux infractions en matière de roulage</i> ..	120
1. Les condamnations à des peines correctionnelles et de police .....	121

	PAGES
2. La controverse des ordres de paiement imposés par le procureur du Roi .....	122
B. <i>Le cas particulier du projet écrit du mineur</i> .....	125
C. <i>L'omission législative de la simple déclaration de culpabilité</i> .....	126
D. <i>Les décisions d'octroi d'une modalité d'exécution de la peine privative de liberté</i> .....	127
II. QUELQUES PARTICULARITÉS RELATIVES À LA GESTION DE L'OUBLI EN MATIÈRE PÉNALE .....	129
A. <i>Les incertitudes liées à la peine de travail autonome (PTA)</i> .....	130
B. <i>Suspension de peine et simple déclaration de culpabilité : exclues du champ de l'oubli?</i> .....	132
III. LE CASIER JUDICIAIRE DES PERSONNES MORALES CONFRONTÉ À UNE INTERMINABLE ATTENTE .....	133
IV. L'ENCODAGE DES DONNÉES ET LES DIFFICULTÉS LIÉES AUX DÉLAIS D'APPROVISIONNEMENT DU CASIER JUDICIAIRE .....	137
A. <i>Le délai judiciaire</i> .....	137
B. <i>Le délai administratif</i> .....	138
C. <i>Le délai de traitement</i> .....	139
V. DU CERTIFICAT DE BONNES CONDUITE, VIE ET MŒURS À L'EXTRAIT DE CASIER JUDICIAIRE : UNE HISTOIRE SANS FIN? .....	140
A. <i>La disparition du certificat et l'avènement de l'extrait</i> .....	141
B. <i>L'obscurantisme législatif ou quand les projets d'extraits côtoient les propositions de certificats</i> .....	143
CONCLUSION .....	145
<b>La loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le casier judiciaire central : un simple toilettage juridique?</b>	
Christine GUILLAIN .....	147
INTRODUCTION .....	149
I. L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES ARTICLES 595 ET 596 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE RELATIFS À LA DÉLIVRANCE DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE AUX PARTICULIERS .....	149
II. MODIFICATIONS DE LA LOI DU 8 AOÛT 1997 RELATIVE AU CASIER JUDICIAIRE CENTRAL ET DE LA LOI DU 20 JUILLET 1990 RELATIVE À LA DÉTENTION PRÉVENTIVE .....	151
A. <i>Les condamnations par simple déclaration de culpabilité portées à la connaissance de certaines autorités</i> .....	151
B. <i>De délégation en délégation</i> .....	156
C. <i>Des mesures adoptées en vue de protéger les mineurs</i> .....	157

	PAGES
1. Des nouvelles décisions pénales mentionnées sur l'extrait de casier judiciaire «modèle 2» .....	158
2. Des mesures d'instruction dorénavant mentionnées sur l'extrait de casier judiciaire «modèle 2» .....	162
a) Les alternatives à la détention préventive .....	163
b) Des mesures d'interdiction transmises à l'administration communale ou enregistrées au Casier judiciaire central .....	164
c) Des mesures d'interdiction diversement accessibles .....	165
d) De nombreuses questions laissées sans réponses .....	166
e) Une ingérence nécessaire dans la vie privée? .....	168
CONCLUSION .....	171
<b>De l'autre côté du miroir : les obstacles et les remèdes à la stigmatisation</b>	
Olivia VENET .....	175
INTRODUCTION .....	177
I. AU MOMENT DE LA CONDAMNATION .....	179
A. <i>La peine de travail</i> .....	180
1. Présentation générale .....	181
2. La peine de travail en pratique .....	182
3. La question du cumul avec d'autres peines .....	185
4. Le contenu de la peine de travail .....	186
5. La problématique de la peine subsidiaire .....	188
a) La hauteur de la peine subsidiaire .....	188
b) L'inexécution de la peine de travail .....	189
6. Conclusion .....	190
B. <i>La suspension du prononcé</i> .....	191
1. Présentation générale .....	191
2. Conditions d'application .....	193
3. La suspension du prononcé en pratique .....	194
4. Conclusion .....	195
C. <i>La déclaration de culpabilité</i> .....	196
1. Présentation générale .....	196
2. La sanction du dépassement du délai raisonnable .....	198
3. La mention au casier judiciaire .....	199
4. Conclusion .....	202
II. APRÈS LA CONDAMNATION .....	202
A. <i>L'effacement automatique</i> .....	202
B. <i>L'absence de mention à l'extrait de casier judiciaire</i> .....	204
C. <i>La réhabilitation</i> .....	205
CONCLUSION .....	209

<b>Partie 3. – Réguler le casier judiciaire aux Pays-Bas, en France, en Espagne et dans l’Union européenne.....</b>	<b>211</b>
<b>La signification du casier judiciaire et de l’extrait de casier judiciaire pour le (candidat-)travailleur. Une meilleure régulation aux Pays-Bas?</b>	
Paul DE HERT et Ronny SAELENS .....	213
INTRODUCTION .....	215
I. CASIERS JUDICIAIRES ET TEXTES INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES .....	218
II. LE CASIER JUDICIAIRE CENTRAL EN BELGIQUE .....	223
A. <i>Le certificat de bonnes conduite, vie et mœurs</i> .....	225
B. <i>L’extrait de casier judiciaire en pratique</i> .....	230
1. Qui est compétent pour délivrer l’extrait? .....	231
2. Qui peut demander l’extrait? .....	231
3. À qui peut-on délivrer l’extrait? .....	232
4. Les modèles des extraits du casier judiciaire .....	232
5. Renseignements qui doivent apparaître sur l’extrait .....	233
a) Pour toute activité .....	233
b) Pour une activité dans laquelle est impliqué un mineur .....	234
6. Mentions qui ne peuvent pas être mises sur l’extrait .....	234
7. Un cas d’étude : l’extrait et la protection des employés .....	235
8. L’application de la loi «vie privée» (LVP) .....	237
a) Les garanties relatives au traitement du casier judiciaire central .....	238
b) Les garanties relatives au traitement des données par l’employeur .....	238
9. Accès aux données nous concernant .....	241
III. LA LOI NÉERLANDAISE SUR LES DONNÉES JUDICIAIRES ET DE PROCÉDURE PÉNALE .....	242
A. <i>Le système de documentation judiciaire (JDS)</i> .....	243
B. <i>Le certificat concernant la conduite (VOG)</i> .....	244
1. Les Beleidsregels 2008 .....	245
a) Les données judiciaires (le fait délictueux) .....	245
b) La récidive .....	245
c) Le risque pour la société .....	246
d) L’obstacle à l’exercice convenable de la tâche ou des activités .....	246
2. Le profil général de screening .....	247
a) L’information .....	248
b) L’argent .....	248
c) Les biens .....	248
d) Les services .....	248
e) Les relations commerciales .....	249
f) Les procédés .....	249
g) La direction d’organisations .....	249
h) L’aide aux personnes .....	249

	PAGES
C. <i>La loi de protection des données personnelles (WBP)</i> .....	251
CONCLUSION .....	254
<b>Le casier judiciaire : entre mémoire et oubli, quel équilibre aujourd'hui?</b>	
Sylvie GRUNVALD .....	257
INTRODUCTION .....	259
I. UNE MÉMOIRE DE PLUS EN PLUS SOLLICITÉE .....	260
A. <i>Évolution du fondement de la construction d'une mémoire judiciaire</i> ...	260
B. <i>Mémorisation et divulgation étendues</i> .....	262
1. <i>L'allongement de la liste des mentions</i> .....	263
2. <i>L'allongement de la liste des destinataires</i> .....	265
II. UN OUBLI DE PLUS EN PLUS ÉCARTÉ .....	268
A. <i>Quand la sûreté cède à la sécurité</i> .....	269
B. <i>... l'oubli se fait plus difficile</i> .....	272
<b>Le casier judiciaire en Espagne dans le contexte européen actuel 1</b>	
Francisco Javier GARCÍA FERNÁNDEZ .....	277
INTRODUCTION .....	279
I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME ESPAGNOL DU CASIER JUDICIAIRE .....	285
II. LE CADRE JURIDIQUE DU CASIER JUDICIAIRE ESPAGNOL .....	286
III. LES INSCRIPTIONS ET LES SUPPRESSIONS DANS LE REGISTRE NATIONAL ESPAGNOL .....	289
IV. FONCTIONS DU CASIER JUDICIAIRE EN ESPAGNE .....	292
V. ACCÈS AU REGISTRE CRIMINEL ESPAGNOL .....	295
VI. COLLABORATION AVEC DES AUTORITÉS ÉTRANGÈRES DANS L'OBTENTION DU CASIER JUDICIAIRE .....	297
CONCLUSION .....	299
<b>Cohérence et limites des travaux de l'Union européenne sur les casiers judiciaires</b>	
Stéphanie BOSLY et Serge DE BIOLLEY .....	305
INTRODUCTION .....	307
I. LE CADRE EUROPÉEN .....	307
A. <i>Le cadre institutionnel : le 3<sup>e</sup> pilier de l'Union</i> .....	308
B. <i>Les instruments juridiques du 3<sup>e</sup> pilier : les décisions et décisions-         cadres du Conseil de l'Union</i> .....	308
C. <i>Les autres travaux européens dans le secteur pénal intimement liés au         sujet des casiers judiciaires</i> .....	309

	PAGES
II. DESCRIPTION DES TRAVAUX EN COURS AU NIVEAU UE SUR LES CASIERS JUDICIAIRES . . . . .	310
A. <i>Les insuffisances du cadre juridique existant</i> . . . . .	312
B. <i>La « mesure d'urgence »</i> . . . . .	314
C. <i>La mise en place d'un système européen d'information sur les casiers judiciaires</i> . . . . .	316
1. L'option non retenue d'un casier judiciaire européen . . . . .	316
2. La proposition d'index européen de la Commission . . . . .	317
3. L'expérience pilote de quelques États membres . . . . .	319
4. La décision-cadre du Conseil relative à l'organisation et au contenu des casiers judiciaires des États membres de l'Union européenne . . . . .	320
5. La décision « ECRIS » . . . . .	325
D. <i>Les travaux futurs : mise en œuvre et ressortissants de pays tiers</i> . . . . .	326
III. RÉSUMÉ ET ILLUSTRATION PRATIQUE . . . . .	326
IV. L'EFFET DES CONDAMNATIONS ÉTRANGÈRES DANS LE DROIT DE L'UNION . . . . .	328
A. <i>La prise en compte des condamnations étrangères dans le cadre d'une nouvelle procédure pénale</i> . . . . .	329
B. <i>Pas de règle contraignante européenne concernant l'effet d'une condamnation en termes d'interdiction ou de déchéance</i> . . . . .	330
C. <i>Cadres non pénaux</i> . . . . .	331
V. LES ENJEUX EN TERMES DE DROITS FONDAMENTAUX . . . . .	331
A. <i>L'impact de l'interconnexion des casiers judiciaires</i> . . . . .	332
B. <i>Le principe de la centralisation des condamnations dans l'État de nationalité aggrave-t-il la situation de la personne condamnée ?</i> . . . . .	333
C. <i>Le droit à l'oubli et les règles d'effacement</i> . . . . .	334
D. <i>La portée des tables de correspondance</i> . . . . .	335
E. <i>La demande d'extrait de casier judiciaire par la personne concernée</i> . . . . .	337
F. <i>Les limites de l'approche choisie : amélioration de l'efficacité sans réflexion sur la qualité de la justice pénale européenne</i> . . . . .	339
CONCLUSION . . . . .	341
<b>Partie 4. – L'action de la Ligue des droits de l'Homme sur le certificat de bonnes conduite, vie et mœurs et le casier judiciaire à l'aune de la sociologie des mouvements sociaux</b> . . . . .	<b>345</b>
<b>Laisser une trace... Analyse et bilan d'une lutte contre la mémoire administrative et judiciaire</b>	
Julien PIERET et Vanessa DE GREEF . . . . .	347
INTRODUCTION . . . . .	349

	PAGES
I. CE QU'EST LA LIGUE : LA DIFFICULTÉ DE «FAIRE MOUVEMENT» .....	351
A. <i>La Ligue comme groupe d'intérêt public</i> .....	352
B. <i>La Ligue comme organisation d'un mouvement social autour du         certificat</i> .....	359
C. <i>La Ligue comme experte du casier judiciaire</i> .....	366
II. CE QUE FAIT LA LIGUE : SA DÉPENDANCE AUX «STRUCTURES» D'OPPOR- TUNITÉ POLITIQUE .....	373
A. <i>Le tumultueux destin de la notion de «structure des opportunités         politiques»</i> .....	374
B. <i>Les opportunités politiques dans le cadre de l'action sur le certificat</i> ..	380
C. <i>L'absence d'opportunité politique dans le cadre de l'action sur le         casier</i> .....	387
III. COMMENT PENSE LA LIGUE : LES FORCES ET LES FAIBLESSES DU CADRAGE JURIDIQUE D'UNE CAUSE .....	391
A. <i>Le droit comme cadre analytique</i> .....	392
B. <i>Une argumentation juridique imparable contre le certificat</i> .....	402
C. <i>Une argumentation juridique incertaine contre les extraits de casier</i> ..	411
CONCLUSION .....	420
<b>Conclusion générale</b> .....	<b>423</b>
<b>Traces et justice pénale : A neverending story</b>	
Marie-Sophie DEVRESSE .....	425
INTRODUCTION .....	427
I. LE CASIER JUDICIAIRE, DE L'INFORMATION À L'ÉGAREMENT? .....	428
II. UN CASIER QUI EN DIT LONG SUR LA JUSTICE ELLE-MÊME .....	431
A. <i>La récidive et le fantasme de la prédictibilité</i> .....	431
B. <i>Logique gestionnaire et souci managérial</i> .....	435
C. <i>Vers une amplification des inégalités sociales</i> .....	437
III. QUEL AVENIR POUR LE CASIER JUDICIAIRE? .....	439
A. <i>Sécurité, marché et développement technologique : de nouvelles         coordonnées?</i> .....	439
B. <i>Mouvements dans la justice pénale</i> .....	443
CONCLUSION .....	444